

Le Comité Amelot est une structure rassemblant diverses organisations juives, destinée, dès le 15 juin 1940, à coordonner à Paris des activités d'entraide en faveur des Juifs immigrés.

Dès le 15 juin 1940, au lendemain de l'entrée des troupes allemandes dans Paris, quelques responsables d'organisations juives non communistes reprennent en charge, en direction de la population juive immigrée, dispensaires, cantines et bureaux d'aide (qu'ils administraient avant la guerre. À cet effet, ils créent au 36 de la rue Amelot, dans le 11ème arrondissement de Paris, au siège de la "Colonie scolaire" en place depuis 1925, un comité de coordination, le Comité Amelot.

Ces organisations développent leurs activités d'assistance et d'entraide communautaires. Elles informeront assez rapidement les Juifs immigrés du péril qui les menace et participeront souvent, avec les organisations de la section juive de la M.O.I., à des actions de Résistance.

Le dispensaire "La mère et l'enfant", situé aussi au 36 de la rue Amelot, sert de couverture aux activités clandestines qui concernent surtout, au début de l'occupation, l'aide au franchissement de la ligne de démarcation et la fourniture de faux papiers.

Le Comité Amelot vient également en aide aux internés des camps de Pithiviers, Beaune-la-Rolande et Drancy. Henri Bulawko, jeune sioniste de gauche, fabricant de faux papiers, est en relation avec Roger Trugnan, membre des Jeunesses communistes juives qui lui remet de nombreux tracts annonçant une grande rafle (dite plus tard rafle du Vel'd'Hiv) quelques jours avant le 16 juillet 1942.

Le Comité Amelot déploie une intense activité pour cacher le plus grand nombre de Juifs. Après chaque rafle, il se porte au secours des enfants dont les parents ont été arrêtés.

Dès la fin de l'année 1942, le Comité subit de lourdes pertes. Nombre de ses membres sont fusillés ou déportés. Henri Bulawko est arrêté en 1942 déporté et rapatrié en France après avoir survécu aux "marches de la mort". Léo Glaeser, membre fondateur du Comité Amelot, appréhendé par la Gestapo à Lyon, est fusillé en juin 1944 par la milice française dirigée par Paul Touvier. David Rapoport, le secrétaire général du Comité, arrêté le 1er juin 1943 pour avoir distribué de fausses cartes est déporté à Auschwitz dont il ne reviendra pas.

Le Comité continue néanmoins de fonctionner grâce aux responsables restés en liberté.

Références :

— Collectif, 2006, *Organisation juive de combat. France. 1940-1945*. Collection Mémoire. Ed Autrement.

— Poznanski Renée, 2006, *Dictionnaire historique de la Résistance*, Ed. Robert Laffont.